

**LES GUERRES
COMMERCIALES**

SONT

**DES GUERRES
DE CLASSES**

Matthew C. Klein

Michael Pettis

LES GUERRES COMMERCIALES

SONT

DES GUERRES DE CLASSES

**Comment la montée des inégalités
fausse l'économie mondiale
et menace la paix internationale**

DUNOD

*Traduction de l'Américain par Dominique Piolet-Françoise
Avec la collaboration de Lucile Lesage*

Mise en pages: PCA
Conseiller éditorial: Éric Berr

Titre original: *Trade Wars Are Class Wars. How Rising Inequality
Distorts the Global Economy and Threatens International Peace*

© 2020 by Matthew C. Klein and Michael Pettis
Originally published by Yale University Press

© Dunod, 2021
11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com

ISBN 978-2-10-082447-2

« Là où la répartition des revenus est telle qu'elle permet à toutes les classes sociales de la nation de transformer leurs désirs d'acquérir des produits de première nécessité en demande réelle, il ne peut y avoir ni surproduction, ni sous-emploi des capitaux et de la main-d'œuvre, ni raison de lutter pour s'approprier une part des marchés étrangers [...].

La lutte pour les marchés, la soif des producteurs de vendre plus que les consommateurs ne peuvent acheter, est la preuve ultime d'une mauvaise répartition des revenus. L'impérialisme est la conséquence de cette économie erronée [...] La seule solution pour sauver la nation est de prendre les sur-revenus non gagnés et donc illégitimes des capitalistes pour les ajouter aux revenus (salaires) des ouvriers ou aux revenus publics et de les utiliser pour que la consommation augmente. »

John A. Hobson, *Imperialism: A Study* (1902)

Remerciements

Ce livre est un projet mené conjointement par deux auteurs vivant à plus de 9 500 km l'un de l'autre – un véritable partenariat transatlantique entre San Francisco et Pékin. Bien que le produit fini soit le nôtre, il a été nourri par les connaissances et le savoir-faire d'autrui. Comme beaucoup de choses dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, notre livre n'aurait jamais pu voir le jour sans le concours d'hommes et de femmes du monde entier.

Matt tient à remercier en premier lieu les professeurs, notamment Earl Bell, Ted Bromund, David Bromwich et Donald Kagan, qui lui ont appris à écrire et à penser de manière critique, et ce, avant même qu'il fasse ses premiers pas dans le journalisme. L'influence des uns et des autres a été capitale tout au long de sa vie professionnelle. Matt tient également à remercier ses anciens collègues de Bridgewater Associates qui lui ont enseigné l'économie et la finance et lui ont fait découvrir les écrits de Michael sur la Chine et la balance des paiements.

Michael souhaite remercier les brillants étudiants de son cours sur la banque centrale à l'université de Pékin qui ont débattu sur ce thème mais aussi sur d'autres sujets, l'obligeant à en comprendre les fondamentaux.

Matt remercie la Fondation Marjorie Deane du journalisme financier pour lui avoir donné la possibilité de faire ses premiers pas dans le journalisme avec un stage chez *The Economist*. Matt a eu, pendant toutes ces années, d'excellents mentors et éditeurs, comme Ryan Avent, Clive Crook, Cardiff Garcia, James Greiff, Brian Hershberg, Greg Ip, Izabella Kaminska, Zanny Minton-Beddoes et Robert Sabat. Matt tient à remercier tout particulièrement Sebastian Mallaby qui, il y a près de dix ans, l'a embauché comme assistant de recherche pour travailler sur une biographie d'Alan Greenspan. Sebastian a encouragé Matt à une époque où écrire semblait le pire moyen de gagner sa vie. Sebastian a toujours été de bon conseil sur le plan professionnel – notamment dans la décision d'écrire ce livre.

Préparer le synopsis et trouver le bon éditeur ne fut pas chose facile. Si nous renouvelons nos remerciements à Sebastian, nous n'en oublions pas moins Tim Harford, Anna Pitoniak, Reihan Salam, Amir Sufi et Martin Wolf pour toutes leurs suggestions et recommandations.

Ce fut un réel plaisir de travailler avec Yale University Press. Merci à Seth Ditchik, Laura Jones Dooley, Dorothea Halliday, Kristy Leonard, Karen Olson et Margaret Otzel pour leur soutien et leurs conseils tout au long de ce projet. Merci également à ce relecteur anonyme qui, grâce à ses remarques et suggestions pertinentes, a rendu ce livre plus lisible et compréhensible. Merci à Bill Nelson qui fit des tableaux sous Excel de Matt des schémas soignés.

Nombre des idées avancées dans ce livre sont le fruit de conversations, et même si nombreux sont les hommes et les femmes qui nous ont aidés à réfléchir, nous tenons à remercier tout particulièrement Robert Aliber, Kenneth Austin et Ed Conway qui nous ont éclairés sur les accords de Bretton Woods, Brad Delong, Niall Ferguson, Jacon Feygin, Marcel Fratzscher pour leur connaissance de l'Allemagne, Cardiff Garcia, Monsieur l'ambassadeur du Mexique en République populaire de Chine Jorge Guajardo, Stephanie Kelton, le merveilleux expert de Wall Street qu'est Robert Kowitz, George Magnus, Sebastian Mallaby, Atif Mian, Julio Mota, Christian Odendahl, Zoltan Pozsar, Dani Rodrik, Reihan Salam, Martin Sandbu, Karthik Sankaran, Brad Setser, Hyun Song Shin, Amir Sufi, Srinivas Thiruvadhanthai, Adam Tooze, Kellee Tsai incollables sur les banques chinoises, Angel Ubide, Duncan Weldon, Martin Wolf et Gabriel Zucman.

Brad Setser et Harry X. Wu nous ont généreusement transmis toutes les données en leur possession sur le commerce de la Chine, l'accumulation des avoirs de réserves dans le monde et la productivité chinoise. Lors des nombreuses réunions qui se sont déroulées dans les locaux du Fonds monétaire international à Pékin, notre hôte Alfred Shipke ainsi que Logan Wright, Rodney Jones et Chen Long ont passé des heures à débattre à propos du développement économique de la Chine, et c'est de là que viennent certaines de nos meilleures idées.

Le chapitre sur l'Allemagne et l'Europe n'aurait jamais été aussi complet sans les suggestions et les critiques de Christian Odendahl et Adam Tooze. Quant à Cardiff Garcia et Sebastian Mallaby, leur contribution à l'introduction, au chapitre sur le rôle du dollar ainsi qu'à la conclusion a été précieuse. Ed Eyerman et un professeur de l'université de Pékin qui préfère garder l'anonymat ont relu le livre de la première à la dernière page et leurs remarques ont toujours été pertinentes. Merci à Shenglong Tian qui a relu le texte à chaque fois que nous le corrigeons. Les parents de Matt, Andrew et Lisa ainsi que Frances, la femme de Matt, ont relu tout le manuscrit, y compris les multiples versions de certaines parties. Leurs interrogations et leurs corrections nous ont été fondamentales.

Remerciements

L'un des thèmes de cet ouvrage est que les choix faits dans un pays peuvent avoir des effets inattendus dans un autre. De la même façon, Matt a décidé d'écrire ce livre tout en continuant à travailler et Frances a ainsi dû subir le fait d'avoir un mari qui se lève à l'aube pour écrire, travaille tard le soir et renonce à ses week-ends. Matt lui est reconnaissant pour son soutien et pour son indulgence.

Introduction

Dans le monde, nous sommes presque tous connectés les uns aux autres par les systèmes commerciaux et financiers internationaux. À chaque fois que nous achetons quelque chose, que nous allons travailler ou que nous épargnons, cela a un impact sur des milliards d'autres individus vivant à des milliers de kilomètres. De la même façon, chaque décision – aussi banale soit-elle – prise par une personne de l'autre côté de la terre a une incidence sur notre quotidien, sans qu'on en ait conscience.

Si ces liens économiques présentent de multiples avantages, ils peuvent aussi transférer un certain nombre de problèmes d'une société à une autre. Les habitants d'un pays ont en effet souvent une part de responsabilité dans l'augmentation exorbitante des prix de l'immobilier, les crises de la dette, les pertes d'emplois ou la pollution observées ailleurs. Le gouvernement chinois mène une politique répressive à l'égard des défenseurs des droits des travailleurs et propose des prêts bancaires avantageux aux promoteurs immobiliers : les ouvriers des usines américaines perdent leur emploi. Les sociétés allemandes diminuent de manière drastique les salaires alors que le gouvernement allemand fait des coupes dans le budget de la santé : les Espagnols voient une bulle immobilière se former.

La thèse que nous défendons dans cet ouvrage est que l'augmentation des inégalités au sein des pays exacerbe les conflits commerciaux entre eux. Cet argument reste cependant optimiste : nous ne pensons pas que le monde soit destiné à subir un conflit à match nul entre nations ou blocs économiques. Les Chinois et les Allemands ne sont pas mauvais en soi et nous ne vivons pas dans un monde où un pays ne peut prospérer qu'aux dépens d'un autre. Les problèmes des dernières décennies ne trouvent pas leurs origines dans un conflit géopolitique ou dans une incompatibilité entre identités nationales. Ces problèmes sont nés du transfert massif des revenus aux riches et aux entreprises qu'ils contrôlent.

Partout, des gens ordinaires se voient privés de leur pouvoir d'achat – et sont abusés par des nationalistes et des opportunistes qui leur font croire que leurs intérêts sont ailleurs. Un conflit entre classes économiques au sein d'un pays est faussement interprété comme une

succession d'affrontements entre plusieurs pays aux intérêts divergents. Le danger qui nous menace est de voir se répéter la crise des années 1930 lorsque l'effondrement de l'ordre économique et financier international ébranla la démocratie et favorisa l'émergence d'un nationalisme virulent avec pour conséquences la guerre, la révolution et les génocides. Heureusement, la situation est aujourd'hui loin d'être aussi catastrophique. Mais ce n'est pas une raison pour se reposer sur ses lauriers.

L'intensification du conflit commercial entre les gouvernements chinois et nord-américain est la démonstration la plus évidente des risques encourus. Entre 2002 et 2010, les électeurs des districts congressionnels américains où de nombreuses entreprises fabriquent des biens faisant directement concurrence aux importations chinoises, ont élu des représentants de plus en plus extrêmes, de droite comme de gauche. Donald Trump, qui se distinguait notamment des autres membres du Parti républicain par son hostilité à l'égard du commerce en général et de la Chine en particulier, a remporté 89 des 100 comtés les plus touchés par la concurrence des importations chinoises lors des primaires républicaines de 2016. Selon certaines estimations, il n'aurait jamais remporté l'élection présidentielle sans la radicalisation des électeurs des États du Michigan, de la Pennsylvanie et du Wisconsin conquis par la politique commerciale qu'il entendait mener¹.

Dès sa prise de fonction, le Président Trump a tenu ses promesses en imposant des droits de douane punitifs sur la plupart des importations chinoises, allant jusqu'à traiter officiellement la Chine de « manipulateur de devises » et bloquant les investissements chinois dans les sociétés américaines. Si la plupart des mesures prises par Trump n'ont pas fait l'unanimité, l'affrontement commercial avec la Chine a en revanche été bien accueilli dans la classe politique américaine. En 2018, Charles Schumer, chef du groupe démocrate au Sénat, ira même jusqu'à faire l'éloge de ces tarifs douaniers punitifs: « La Chine est notre véritable ennemie commerciale » et « menace des millions de futurs emplois américains² ».

Ce consensus politique repose sur un fait incontestable: la politique menée par le gouvernement chinois avant 2008 a en effet entraîné la suppression de millions d'emplois sur le territoire américain et gonflé la bulle de la dette immobilière. Si depuis, la situation s'est quelque peu améliorée, elle reste néanmoins fragile et la Chine représente encore un frein considérable à l'économie mondiale³.

Cependant, il n'y a pas de conflit économique à proprement parler entre les États-Unis et la Chine en tant que *pays*. Les Chinois

ne sont pas les ennemis des Américains. Il s'agit plutôt d'un conflit opposant les classes économiques à l'intérieur même de la Chine, et dont les répercussions ont été délétères sur les États-Unis. En effet, le transfert systématique des richesses des travailleurs vers les élites a véritablement faussé l'économie chinoise : le pouvoir d'achat a été littéralement étouffé et la production sursoutenue au détriment de la consommation. Cela a totalement perturbé l'économie mondiale en créant des pénuries de produits manufacturés et en faisant grimper le prix des actions, des obligations et de l'immobilier. La sous-consommation chinoise détruit des emplois partout dans le monde pendant que l'explosion des valeurs des actifs conduit à des cycles dévastateurs d'expansion, de ralentissement et de crises de la dette.

Mais les Américains ne sont pas les seuls à souffrir de la politique menée par le gouvernement chinois – les travailleurs et les retraités chinois en font eux aussi les frais. Comparativement à la valeur des biens qu'ils produisent, les ouvriers chinois sont sous-payés, surtaxés et n'ont donc pas accès aux biens et services auxquels ils devraient pouvoir prétendre. L'air qu'ils respirent est vicié et l'eau qu'ils boivent est polluée car de nombreux fonctionnaires locaux placent les intérêts financiers des chefs d'entreprises proches du pouvoir avant le bien-être du peuple.

Conséquences inévitables de cet état de fait : une baisse de l'emploi et une augmentation de la dette bien au-delà des frontières chinoises. Les Américains en ont payé le prix fort, en raison notamment de la collusion des intérêts économiques américains et des milieux politique et industriel chinois.

Les droits de douane et la rhétorique nationaliste ne vont pas résoudre les déséquilibres de la Chine mais renforceront probablement la fausse croyance – partagée de part et d'autre – selon laquelle la Chine et les États-Unis ont des intérêts économiques incompatibles. Or une mauvaise gestion de ces griefs légitimes pourrait menacer la paix internationale, sans pour autant régler les problèmes sous-jacents. Les guerres de classes engendrent déjà des guerres commerciales, comme elles l'ont déjà fait par le passé. Ce serait une tragédie si elles conduisaient à quelque chose de pire.

Ne rien faire n'est pas non plus la solution. La Chine est une puissance économique bien trop importante pour que le reste du monde accepte sans réagir les conséquences de ses dysfonctionnements internes. Considérer la politique économique interne de la Chine comme un sujet de diplomatie internationale peut paraître étrange ; mais il est indispensable de considérer l'ensemble des connexions qui

tissent les liens entre les hommes à l'échelle mondiale. Convaincre les élites chinoises de permettre aux travailleurs de consommer une plus grande part de ce qu'ils produisent est l'un des plus grands défis politiques que nous avons à relever. Et inverser ces transferts de richesse, des hommes ordinaires au profit des riches, comme ce fut le cas au cours des trente dernières années, est dans l'intérêt tant du peuple chinois que du peuple américain.

Si les risques de voir la situation en Europe dégénérer en confrontation militaire sont moindres, d'une certaine manière, la confusion intellectuelle et les pathologies nationales y sont aujourd'hui bien pires. Au cours de ces dernières années, c'est l'Europe – pas la Chine – qui est devenue la plus grande menace pour l'économie mondiale et ce pour des raisons similaires: les gouvernements, dans un premier temps en Allemagne puis dans les autres pays, ont augmenté les taxes sur la consommation, considérablement réduit les mesures protégeant les emplois et poussé des millions d'individus à occuper des postes à temps partiel mal rémunérés. Comme en Chine, les travailleurs européens ont de plus en plus de mal à s'offrir les biens qu'ils produisent. Depuis début 2010, les dépenses des ménages dans la zone euro ont augmenté à un rythme à peine inférieur à la moitié de la production globale⁴.

Même s'il y a de grandes différences entre la Chine et l'Europe – les Européens ont réalisé des coupes drastiques dans les dépenses destinées aux financements d'infrastructures à tel point que, par exemple, des ponts et des routes sont désormais impraticables –, on observe nombre de similitudes quant à la manière dont l'une et l'autre influent sur la prospérité économique mondiale. Aujourd'hui, l'impact mondial des dysfonctionnements économiques européens est pratiquement aussi important que celui des déséquilibres observés en Chine à leur apogée à la veille de la crise financière de 2008.

Avant 2012, la situation en Europe, tous pays confondus, n'était pas pire qu'ailleurs. Les déséquilibres internes d'un pays, comme l'Allemagne par exemple, étaient compensés par la situation économique d'autres pays européens, notamment ceux touchés par la crise comme l'Espagne, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Portugal et les Pays baltes. Les Allemands consommaient moins qu'ils ne produisaient et investissaient de moins en moins dans leur pays, ce qui a engendré un excès de biens disponibles pour le reste du monde. Parallèlement, les Espagnols et les Grecs pour ne citer qu'eux, ont connu un véritable boom économique, et ont dépensé beaucoup plus qu'ils ne gagnaient, s'endettant pour compenser la différence. Au cours des années précédant la crise

financière mondiale, l'Espagne enregistrait, après les États-Unis, le plus fort déficit commercial, la Grèce – avec seulement onze millions d'habitants – arrivant quant à elle en cinquième position. Mais les maux dont souffrait l'Allemagne – augmentation des inégalités, baisses de la consommation et de l'investissement dans tous les secteurs – étaient un avant-goût de ce qui allait arriver partout en Europe⁵.

La réponse des nationalistes ne se fit pas attendre et ils se retranchèrent derrière des préjugés ethniques pour permettre à l'élite d'esquiver les questions économiques fondamentales. Les politiques allemands exigèrent du gouvernement grec qu'il rembourse ses dettes – dont beaucoup avaient été rachetées par des banques allemandes pendant le boom – en vendant certaines îles grecques. Les tabloïds allèrent plus loin en suggérant la liquidation éventuelle de trésors nationaux tels que l'Acropole à Athènes. Immédiatement, les Grecs rétorquèrent en réitérant les demandes de réparations et de compensations faites de longue date à l'Allemagne suite aux atrocités subies par les Grecs durant l'occupation nazie. En 2017, Jeroen Dijsselbloem ministre des Finances des Pays-Bas et président de l'Eurogroupe tenait pour responsables de la crise les Grecs qui « dépendent tout leur argent en boisson et en femmes et qui après demandent de l'aide⁶ ».

Si on ne peut que regretter les propos insensés des tabloïds, que des hommes politiques se méprennent autant sur les causes de la crise financière et qu'ils basent leurs accusations sur des traits de caractère supposés propres à un peuple est non seulement irresponsable mais aussi mensonger. La crise européenne n'a rien à voir avec un conflit entre, d'un côté, des Allemands fascistes et, de l'autre, des Grecs malhonnêtes. C'est la répartition des revenus qui est au cœur du problème. Les mesures politiques mises en place par l'Allemagne suite à la réunification et à la libération du joug communiste des pays de l'Europe de l'Est ont favorisé le transfert du pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités aux ultrariches, les voisins de l'Allemagne n'ayant d'autre choix que d'endurer une hausse du chômage couplée à un envol de la dette. Les dirigeants allemands n'ont malheureusement pas su tirer parti de ce qui aurait pu être l'une des transformations les plus positives des temps modernes, à savoir la création d'une Europe unifiée et saine. Le danger aujourd'hui est que l'Europe et les États-Unis – les deux plus grandes puissances économiques du monde – se livrent à leur propre guerre commerciale qui viendrait ébranler la prospérité mondiale et l'alliance essentielle entre les démocraties.

L'histoire est un éternel recommencement

Ce n'est pas la première fois que l'augmentation des inégalités a un impact négatif sur l'économie mondiale et, à bien des égards, la situation d'aujourd'hui nous rappelle le monde tel qu'il était à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. À cette époque déjà, du fait d'une répartition très inéquitable des revenus dans les pays européens riches, les travailleurs n'avaient pas les moyens de consommer tous les biens qu'ils produisaient. De leur côté, les riches qui avaient des sommes considérables à investir ne trouvaient pas dans leur pays de placements suffisamment attractifs. Construire plus d'usines, par exemple, n'avait aucun sens dans la mesure où les consommateurs ne pouvaient pas acheter davantage de marchandises. Si la répartition des revenus avait été moins inégale et si leur pouvoir d'achat avait été plus élevé, les travailleurs auraient eu les moyens d'acquérir ce qu'ils produisaient alors que les riches auraient trouvé plus facilement des placements leur garantissant un retour sur investissement.

Les élites de l'époque refusèrent cette option tout en voulant empêcher une hausse conséquente du chômage qui aurait probablement donné lieu à des révolutions. Pour ce faire, elles se tournèrent vers les marchés étrangers susceptibles d'absorber l'excédent de la production européenne. L'objectif était que les étrangers vivant dans les empires coloniaux et les États quasi-indépendants achètent les marchandises que les consommateurs locaux ne pouvaient s'offrir en empruntant à des taux d'intérêt relativement élevés garantis par les armées des puissances occupantes. C'est ainsi que des investisseurs britanniques, français, hollandais et allemands financèrent des projets en Australie, en Amérique latine, au Canada, en Afrique, en Inde, en Chine et en Asie du Sud-Est. Ils firent construire des voies ferrées et exportèrent tout ce qui était produit dans leur pays, des équipements industriels et militaires aux produits de luxe. Cette conquête effrénée ne fut que la conséquence logique des dysfonctionnements macroéconomiques créés par l'extrême inégalité.

Cela n'échappa pas à certains observateurs avisés de l'époque. Pour l'économiste et essayiste britannique John A. Hobson, le besoin de trouver des débouchés pour « le capital excédentaire qui ne trouve pas d'investissements sûrs sur le territoire national » fut la principale motivation de l'impérialisme américain et européen. Mais cela aboutit à la mise en place d'un système économique et politique qui « plaça les gains générés par ce surplus entre les mains d'une ploutocratie ». La concentration des revenus, explique Hobson, « a donné aux riches un

pouvoir de consommation excessif qu'ils ne peuvent pas utiliser » aux dépens des autres. Or cette situation s'est révélée contre-productive dans la mesure où « la consommation seule génère du capital et par-delà des profits ». Les épargnants fortunés ont donc dû se tourner vers l'étranger pour trouver de « nouveaux territoires propices à des investissements rentables et à la spéculation ». Les investisseurs se mirent à « placer une partie de plus en plus importante de leurs ressources économiques hors des frontières de leur sphère politique et à soutenir une politique d'expansion impérialiste visant à englober ces nouveaux territoires ».

Heureusement, cette association toxique entre inégalités et impérialisme pouvait être surmontée de manière pacifique grâce à une meilleure répartition des revenus. « Les marchés nationaux, écrivait Hobson, sont capables d'une expansion indéfinie » pour autant que « le *revenu* ou pouvoir de s'approprier des marchandises est réparti de manière équitable » entre les individus. « Il n'est pas nécessaire de s'ouvrir sur des marchés étrangers » poursuit Hobson car « tout ce qui est produit en Angleterre peut être consommé en Angleterre⁷ ».

Hobson a formulé cet argument en 1902. Il n'a pas été entendu. Douze ans plus tard, le monde qu'il décrivait était anéanti par la Première Guerre mondiale, bien que cette dynamique inégalitaire n'ait pas changé. Dans les années 1920, les Américains fortunés financèrent une production excédentaire que les Européens se virent obligés d'absorber. Plus récemment, Kenneth Austin, économiste au département du Trésor américain, a souligné que la thèse émise par Hobson pouvait tout aussi bien s'appliquer aujourd'hui à la Chine, au Japon et à l'Allemagne, les États-Unis étant le débouché des surplus étrangers. À la fin du XIX^e siècle, dans les années 1920 et aujourd'hui encore, les dommages causés par une répartition extrêmement inégale des revenus se sont propagés de pays en pays *via* le commerce et la finance⁸.

Hobson a démontré que tout le monde – ou presque – pouvait s'enrichir grâce au transfert de l'argent détenu par les ultrariches aux masses populaires, tout particulièrement dans les régions où les inégalités sont les plus marquées. Il a également mis en évidence le fait qu'une redistribution des revenus au sein même d'une nation pouvait mettre fin aux conflits économiques qui opposaient les pays. Malheureusement, ses thèses ont été ignorées et oubliées, puis considérées comme inutiles pendant l'essor économique qu'a connu le milieu du XX^e siècle. Mais la rapide augmentation des inégalités et l'intensification des liens économiques de part et d'autre des frontières depuis

la fin de la Guerre froide ont rendu les arguments d'Hobson plus que jamais d'actualité. Le défi actuel à relever est donc autant intellectuel (faire que chacun comprenne ce qu'il en est réellement) que politique (mettre fin aux intérêts bien ancrés qui profitent du *statu quo*).

Replacer ces mécanismes dans une perspective historique est donc indispensable pour comprendre comment nous en sommes arrivés là.

D'Adam Smith à Tim Cook

Le commerce mondial en mutation

Le commerce international répondait autrefois à des règles simples. Des coûts de transport élevés et des contraintes imposées par des mesures politiques limitaient la circulation des produits finis et des matières premières au-delà des frontières. À la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles, les penseurs britanniques plaidèrent en faveur de la suppression des droits de douane et autres entraves afin d'encourager la spécialisation de la production. De leur côté, les Américains et les Allemands proposèrent de protéger les industries naissantes pour que des marchés nationaux diversifiés puissent se développer. La fin des guerres napoléoniennes, le déploiement massif des machines à vapeur et l'invention du télégraphe entraînèrent un boom du commerce mondial jusqu'au début des années 1870. Cette période prit fin avec ce que certains qualifièrent de première grande crise financière mondialisée, la Panique de 1873. De la fin des années 1880 jusqu'à la Première Guerre mondiale, la domination impérialiste de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles favorisa l'augmentation des échanges au sein des grands blocs commerciaux au détriment d'échanges entre eux.

Les deux guerres mondiales, la Grande Dépression et les révolutions bouleversèrent l'ordre politique et économique au cours de la première moitié du XX^e siècle. Il s'ensuivit tout d'abord un effondrement du commerce international qui atteignit son niveau le plus bas depuis la fin du XVIII^e siècle. Mais on assista ensuite à une redistribution massive des richesses au sein des pays riches où les revenus ont été répartis de manière équitable comme jamais ils ne l'avaient été auparavant. Ces dynamiques créèrent finalement un espace favorable à une intégration économique beaucoup plus profonde.

À cette époque, les échanges commerciaux étaient principalement constitués de produits finis et de matières premières. L'apparition des

conteneurs maritimes diminua radicalement les coûts de transports et les progrès technologiques dans le domaine de la communication permirent de superviser plus aisément le travail des usines implantées à l'autre bout du monde. À la fin des années 1990, le commerce a été totalement métamorphosé. Les entreprises ont implanté des chaînes de production complexes dans une multitude de pays pour optimiser leur rendement et réduire leurs taxes. Le commerce d'aujourd'hui n'a donc plus rien à voir avec le commerce d'hier. Cependant, malgré ces changements, l'interprétation courante de ces mécanismes repose bien souvent encore sur des modèles obsolètes qui datent du XVIII^e siècle.

Des épingles, du drap et du vin

L'ouvrage d'Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), s'ouvre sur l'exemple d'une usine d'épingles. Pour Smith, il faut compter « dix-huit opérations distinctes » pour fabriquer une épingle, la fabrication de la tête nécessitant à elle seule « deux ou trois opérations distinctes ». Si un ouvrier devait effectuer toutes ces étapes tout seul, il serait bien en peine de produire plus d'une douzaine d'épingles par jour. Les responsables de l'usine – et Adam Smith – réalisèrent ainsi qu'un ouvrier serait mille fois plus productif s'il se focalisait sur quelques étapes de la fabrication¹.

Même si à l'époque de Smith le processus de fabrication des épingles se faisait dans un seul et même bâtiment, il peut être comparé à une succession de relations commerciales: le patron de l'usine achète les matières premières à des fournisseurs; un premier ouvrier en achète une partie au patron et procède aux premières modifications; il vend ensuite ce produit non fini à un deuxième ouvrier qui, à son tour, réalise différentes opérations avant de vendre le produit modifié à un troisième ouvrier; le dernier ouvrier de la chaîne récupère les épingles terminées et prêtes à être vendues aux distributeurs. Si certaines dispositions simplifient ces arrangements implicites entre employés et patrons, la théorie de Smith – les ouvriers produisent plus lorsqu'ils se spécialisent dans l'exécution d'une tâche – permet de comprendre pourquoi les fabricants d'épingles n'ont pas forgé eux-mêmes l'acier ni exploité leurs propres gisements de fer et de charbon. Chaque maillon de la chaîne échange avec les autres maillons afin que chacun se procure ce dont il a besoin tout en se concentrant sur la meilleure façon d'apporter le plus de valeur ajoutée possible².

Le commerce international n'est qu'une extension de ce processus au-delà des frontières nationales : l'Angleterre a peu de soleil mais est riche en eau douce, alors qu'une grande partie de l'Espagne est ensoleillée mais aride. Britanniques et Espagnols auraient donc tout intérêt à échanger leurs denrées animales et alimentaires cultivées et élevées sous leurs climats respectifs. Obliger les agriculteurs britanniques à planter des oliviers et de la vigne – au lieu d'élever des vaches et des moutons qui peuvent être échangés contre de l'huile et du vin – serait, en effet, peine perdue. Comme l'écrivait Adam Smith en 1776 : « La maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui lui coûtera moins à acheter qu'à faire [...] Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage³ », plutôt que de dépenser plus pour la même marchandise fabriquée sur le territoire national.

David Ricardo est né un demi-siècle après Smith. Alors qu'Adam Smith était un professeur de philosophie morale écossais, Ricardo, lui, était un financier juif ayant fait fortune en pariant sur la défaite de Napoléon à Waterloo, ce qui lui a permis d'acheter un siège au Parlement britannique. Après avoir lu *La Richesse des Nations*, Ricardo décida de consacrer son temps libre à l'écriture d'ouvrages d'économie. C'est ainsi qu'il publia, en 1817, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Cet ouvrage couvre l'ensemble des thèses de Ricardo, notamment son explication sur l'or plus cher que l'argent – « en raison de ce qu'il faut quinze fois plus de travail pour obtenir une quantité déterminée d'or » – et sa théorie selon laquelle « le taux des profits ne peut augmenter que si les salaires baissent ». Plus important encore, Ricardo y soutient que le commerce entre deux pays peut à la fois enrichir l'un et l'autre, et ce, même si l'un des deux est plus productif que l'autre dans tous les domaines⁴.

Pour étayer sa théorie, Ricardo prend l'exemple des travailleurs portugais qui peuvent produire du vin et du drap de manière plus efficace que leurs homologues anglais. À première vue, le Portugal et l'Angleterre n'auraient donc aucune raison de commercer. Or, dans l'exemple pris par Ricardo, la production de vin garantissait des profits plus élevés aux capitalistes portugais que celle du drap, alors que c'était l'inverse en Grande-Bretagne. Les investisseurs portugais et les investisseurs anglais auraient donc tout intérêt à se spécialiser, à condition que le Portugal exporte son vin en Angleterre et que

l'Angleterre exporte son drap au Portugal. Dans le cas contraire, le Portugal « se trouverait forcé de consacrer une partie de ce capital à la fabrication de ces articles, qu'il n'obtiendrait plus probablement qu'en qualité inférieure et en quantité moindre⁵ ».

Les arguments en faveur de la spécialisation s'arrêtèrent là. Ni Smith ni Ricardo n'estimèrent judicieux de diviser les étapes de fabrication des épingles ou du textile au-delà des frontières nationales. Les deux hommes voyaient plutôt le monde tel qu'il était alors – soit le monde d'il y a deux cents ans. En ce temps-là, les gens échangeaient volontiers des matières premières et des produits finis sur de longues distances, mais pas des biens ou des services intermédiaires. Les technologies de communication de l'époque – pigeons voyageurs, messagers à cheval ou navires à voiles – ne permettaient pas de coordonner les différentes étapes d'une production répartie sur des lieux disparates. Les voyages étaient dangereux et les guerres fréquentes. (Mais l'une des heureuses conséquences de ces difficultés fut l'invention par des entrepreneurs britanniques du vin de Porto⁶ qui permit de contourner le double obstacle des conflits incessants entre la France et l'Angleterre et de la détérioration du vin portugais pendant le long trajet pour l'acheminer au Royaume-Uni⁷.)

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui oublient que la thèse de Ricardo n'avait de sens que dans ces conditions rudimentaires. L'économiste avait bien compris que, la productivité des Portugais étant supérieure à celle des Anglais, « les capitalistes de l'Angleterre et les consommateurs des deux pays gagneraient sans doute à ce que le vin et le drap fussent l'un et l'autre faits en Portugal, le capital et l'industrie anglaise passant par conséquent, à cet effet, de l'Angleterre en Portugal ». Même s'il pensait que cela pénaliserait l'Angleterre, il n'alla pas plus loin dans son analyse car pour lui « ces sentiments décident la plupart des capitalistes à se contenter d'un taux de profit moins élevé dans leur propre pays, plutôt que d'aller chercher dans des pays étrangers un emploi plus lucratif pour leurs fonds ». Avant l'arrivée du télégraphe et des bateaux à vapeur, il était en effet difficile de garder un œil sur les investissements réalisés à l'étranger. Et Ricardo de mettre aussi en avant « la répugnance naturelle qu'éprouve tout homme à quitter sa patrie⁸ » et qui en soi limiterait les sorties de capitaux.

Les subtils arguments de Ricardo en faveur du libre-échange reposaient sur des différences persistantes entre les taux de rendement des différents pays, qui eux-mêmes dépendaient des réticences des investisseurs à placer leur argent à l'étranger. Avec les progrès de la